



10 juin 2011

Les ambiguïtés françaises face au communautarisme



Entonnant le même refrain qu'Angela Merkel et David Cameron, Nicolas Sarkozy déclarait le 10 février que le multiculturalisme est un «échec».

«On peut être sérieusement dérouté par cette prise de position très ferme», observe le sociologue Eric Keslassy dans son opusculé sur [La République à l'épreuve du multiculturalisme](#) édité par l'institut Diderot (1).

Lorsqu'il était ministre de l'Intérieur, le chef de l'Etat ne s'était-il pas affiché en franc partisan de la diversité, appellation synonyme pour ce chercheur de multiculturalisme, au point de nommer un préfet explicitement désigné comme «musulman». Ou de créer, aux forceps, et contre la volonté de beaucoup de fidèles de l'islam, le Conseil français du culte musulman (CFCM)? Eric Keslassy y voit un «encouragement par les pouvoirs publics d'éléments communautaristes».

Pour lui, le Crif (Conseil représentatif des institutions juives de France) ou le Cran (Conseil représentatif des associations noires), bien que n'étant pas nés de la volonté présidentielle, «se servent des ratés de l'intégration républicaine pour porter la parole de leur "communauté" ethnique et/ou religieuse». «Se considérant comme légitimes et représentatives, elles prennent part au débat public et se posent comme des interlocuteurs des pouvoirs publics pour obtenir des ressources politiques, économiques et symboliques», explique-t-il. En face, les pouvoirs publics eux-mêmes, les reconnaissent comme des interlocuteurs.

Pour autant, les demandes de ces instances sont-elles communautaristes?

«Les Juifs, en tant que groupe, vont tenter d'obtenir des moyens supplémentaires pour la sécurité de leurs établissements religieux», répond Eric Keslassy.

Le Cran bataille pour que la France autorise les statistiques ethniques permettant aux minorités de se compter. Il relaie également les revendications mémorielles sur la traite négrière.

L'attitude du CFCM est différente. Très divisé, cernaqué de près par des gouvernements étrangers comme le Maroc, et peu soucieux de prendre des positions qui risqueraient de se faire accuser de communautarisme, l'instance représentative des musulmans de France garde un silence prudent.

Mais Eric Kessler observe des «*poussées communautaristes*» chez les musulmans. Ainsi «*les demandes de créneaux réservés aux femmes dans les piscines publiques, les difficultés à enseigner certaines matières comme les SVT (sciences de la vie et de la terre, ndlr) ou la Shoah, ou la demande de viande halal dans les cantines*».

La réponse des pouvoirs publics à ces revendications est ambiguë.

En France, contrairement au Royaume-Uni ou à l'Allemagne, le «*multiculturalisme d'état*» n'existe pas, il est même proscrit par la Constitution. Pourtant, et malgré le changement de pied de Nicolas Sarkozy, les politiques n'hésitent pas à flatter les communautés.

Le chef de l'Etat, le gouvernement, et/ou les élus participent rituellement au dîner annuel du Crif, à celui du Cran ou à ceux de rupture du jeûne du ramadan organisés par les antennes locales du CFCM ou des associations musulmanes plus ou moins représentatives.

(1) Les Notes de l'Institut Diderot, téléchargeable gratuitement sur www.institutdiderot.fr

Rédigé le 10 juin 2011 à 11:29